

nous inscrire tous ces gens à l'assistance publique ou au chômage, ou allons-nous leur fournir d'autres emplois dans d'autres industries? On n'a qu'à prendre n'importe quel journal et on y lira que le Canadien National ou le Canadien Pacifique manquent de rails. Nous connaissons tous les profits que réalisent ces deux sociétés. Ce sont d'énormes sociétés multinationales. L'une est propriété publique et l'autre propriété privée, mais ce sont toutes deux d'énormes sociétés dotées de nombreuses filiales opérant non seulement au Canada mais également dans d'autres pays. Elles ont besoin de rails à installer d'un océan à l'autre, et si l'on voulait relancer les chemins de fer et créer de nouvelles voies ferrées, nous procurerions aux gens des emplois dans les aciéries, dans les mines et dans toutes les industries auxiliaires qui ont un rôle à jouer dans le remplacement des rails. Il s'agit là d'un seul exemple. Si nous permettons aux entreprises de réaliser, grâce à l'automatisation, des bénéfices colossaux qu'elles vont réinvestir à l'étranger et qui peuvent se retourner contre nous, nous ne sommes pas encore arrivés au bout de nos peines.

● (2202)

Les députés du parti au pouvoir qui ont pris la parole aujourd'hui ont parlé de l'industrie textile. Monsieur l'Orateur, il est possible d'acheter au Canada une chemise fabriquée à Taiwan, en Malaisie, en Corée ou à Hong Kong pour \$7 ou \$8. On peut également acheter dans les grands magasins des chemises de marque qui, si l'on y regarde de près, sont également fabriquées dans un de ces pays, mais on les paie probablement \$25. Il s'agit pourtant de chemises analogues. Il est beaucoup plus avantageux pour la maison Simpson's Sears d'acheter ses chemises en Corée qu'au Canada parce que cela lui permet de réaliser plus de bénéfices. Quand il se passe de telles choses dans un système, c'est qu'il n'est pas sain.

Une voix: Les travailleurs sont mal payés dans ces pays.

M. Peters: Il est vrai que les travailleurs canadiens sont bien payés, mais la rumeur selon laquelle les travailleurs des autres pays sont mal payés est une histoire en l'air. J'ai déjà fait un voyage au Japon et je me suis rendu compte que même si les travailleurs ne touchent que 15c. l'heure, ils possèdent une voiture et un téléviseur-couleur, tout comme les travailleurs canadiens. Dans certains cas, le travailleur japonais est plus favorisé que le travailleur canadien parce que ses frais d'hospitalisation, le cas échéant, le coût de l'instruction de ses enfants ainsi que ses vacances annuelles lui sont payés. Il est trompeur de dire qu'ils ne touchent que 15c. l'heure car, si c'est bien le cas, ils touchent l'équivalent des \$15 ou \$20 quotidiens du Canadien puisqu'ils ont le même niveau de vie. Les députés devraient se rendre dans ces pays; ils seraient ainsi à même de faire des comparaisons entre la situation qui existe ailleurs et celle qui existe au Canada.

Beaucoup de ces pays possèdent des sociétés de commerce et ils procèdent d'une façon tout à fait différente de la nôtre. Je crois qu'il est temps que le gouvernement étudie leurs méthodes. Jean-Luc Pepin, ancien membre du cabinet à qui on a confié plusieurs tâches serviles depuis qu'il a résigné ses fonctions de ministre, a tenté, lorsqu'il était ministre de l'Industrie et du Commerce, de persuader le gouvernement d'instituer un bloc de commerce pour le compte de l'industrie et des travailleurs canadiens. Les députés qui ont l'esprit alerte devraient réfléchir aux allusions limpides qui caractérisent les discours du ministre de l'Agriculture, plus précisément celui qu'il a prononcé aujourd'hui et selon lequel il est inutile de négocier à Genève au sujet des accords douaniers du Gatt parce que les

L'économie canadienne

pays avec lesquels nous traitons ont des moyens beaucoup plus efficaces que nous de subventionner les produits que nous importons et n'éprouvent pas les problèmes auxquels les producteurs canadiens doivent faire face.

Nous avons eu, je pense, un bon débat, monsieur l'Orateur. C'est une des rares fois où les députés libéraux ont eu le courage de parler au nom de leurs électeurs et de mettre le doigt sur quelques-uns de nos problèmes. J'espère qu'ils vont continuer dans la même voie au cours du débat sur le bill C-11 et qu'ils vont encourager le gouvernement à adopter quelques-uns des changements qui ont été proposés aujourd'hui et qui permettront, je crois, de diminuer le chômage et les souffrances que le gouvernement actuel a apportés à tout le pays.

M. Robert Daudlin (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, c'est avec plaisir que je prends la parole au cours du débat de ce soir. Cela me donne l'occasion de répondre aux observations du député de Hamilton-Ouest (M. Alexander), qui était dans tous ses états il y a un moment. Il a donné à la Chambre un tas de renseignements qu'il voulait faire passer pour la vérité, tout en accusant les députés de ce côté-ci de la Chambre de ne proférer que des demi-vérités. Je vais essayer de rectifier les faits aux fins du compte rendu ou au moins de montrer l'envers de la médaille que le député a préféré nous cacher.

M. Alexander: S'il a quelque chose à dire, je vais l'écouter.

M. Daudlin: Mon ami le député dit que, si j'ai quelque chose à dire, il va m'écouter. J'ai eu, quant à moi, la politesse d'écouter ce qu'il a tenté d'expliquer à la Chambre, même si, d'après moi, il n'avait rien à dire. J'ai dû l'entendre dire cinq ou dix fois, nous le saurons demain, que le gouvernement avait saboté l'économie. Mon ami a essayé de le guérir de son problème. Il a essayé de lui montrer un certain nombre de fois que le gouvernement avait créé 292,000 emplois depuis le début de l'année. Toutefois, il n'a pas voulu se rendre à l'évidence. Il a dit: «Taisez-vous. Laissez-moi tranquille. Je ne veux pas le savoir.»

● (2207)

Le député a dit que le gouvernement avait saboté l'économie, mais a oublié qu'il avait fait baisser le chômage dans sa propre province. Il ne voulait pas qu'on le sache. Le député a préféré oublier ce qu'avait dit le ministre des Finances au sujet des chefs de famille et ce qui était arrivé au chômage dans ce secteur de notre économie.

Le député est un exemple parfait de ce que des orateurs de ce côté-ci de la Chambre, en particulier le député de Scarborough-Ouest (M. Martin), ont dit, à savoir qu'il ne pouvait parler de ce qui allait mal dans l'économie, donnant à tout le pays l'impression que tout allait mal. Si le député reconnaît jamais que quelque chose va bien, je serai surpris au point d'aller le féliciter. Je ne m'attends pas cependant qu'il dise jamais que quelque chose va bien. Je suppose qu'il en va de même pour lui et qu'il ne s'attendra jamais que je dise que quelque chose va mal.

J'invite le député à m'écouter pendant encore quelques instants, car j'aimerais parler de certaines choses qui ne sont pas parfaites mais pas tout à fait mauvaises. Mon ami et d'autres ont parlé ce soir de la Société pour l'expansion des exportations, en disant que c'était là une chose terrible. Il ne semble capable de comprendre que 3,000 années-hommes sont